



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 9 (2021)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : maintien du taux directeur de la banque centrale à 1,75%
- ❖ Thaïlande : hausse de l'indice de production manufacturière
- ❖ Philippines : signature d'un protocole d'accord en matière de lutte anti-contrefaçon par les plateformes d'e-commerce

Région

Appel à trouver une solution pacifique face à la situation en Birmanie

A la suite de la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, la présidence de l'Association a exprimé son inquiétude face à la situation en Birmanie. Le communiqué appelle « toutes les parties à s'abstenir d'inciter à de nouvelles violences, et à faire preuve de la plus grande retenue ainsi que de souplesse [...] et à rechercher une solution pacifique, par un dialogue constructif ».

Les membres de l'ASEAN envisagent l'introduction d'un certificat de vaccination numérique

Les pays membres de l'ASEAN réfléchissent à des solutions pour relancer le tourisme post-covid et envisagent dans cette optique de mettre en place des bulles de voyages pour les personnes vaccinées. Les ministres de l'Economie des dix pays de l'ASEAN se sont réunis cette semaine pour discuter des modalités d'une telle mesure,

qui seraient comparables à celles du « Digital Green Pass » proposé par la Commission européenne ainsi que du passeport sanitaire mis en place par Israël. Pour rappel, le tourisme régional représente 50 millions de visiteurs chaque année en Asie du Sud-Est.

Indonésie

Réductions fiscales sur l'achat de nouveaux véhicules et sur les logements neufs

Le gouvernement a temporairement supprimé la taxe de luxe (PPnBM) sur la vente de certaines voitures afin de soutenir son industrie automobile. Les ventes de voitures ont chuté de 50% en 2020 à 532 407 véhicules. La taxe de luxe sur les voitures à quatre portes et les véhicules à deux roues motrices dont la puissance du moteur est inférieure à 1500 cm³ sera supprimée de mars à mai 2021, réduite de 50% de juillet à août et à 25% de septembre à décembre 2021, contre un taux d'imposition variant actuellement entre 10% et 30% (à noter néanmoins qu'aucun

constructeur européen n'est éligible en raison du pourcentage élevé de composante locale dans la production - 70% - et des exigences en matière de petits moteurs). Il en va de même pour la taxe sur la valeur ajoutée (PNN) sur les logements neufs, qui sera réduite de 100% pour les maisons dont le prix est inférieur à 140 000 USD et de 50% pour celles dont le prix se situe entre 140 000 et 350 000 USD, du 1er mars au 31 août 2021. Le ministre Coordinateur aux Affaires économiques, Airlangga Hartato, estime que ces mesures devraient contribuer à augmenter de 0,9 à 1 point de pourcentage la croissance du PIB de l'Indonésie cette année.

Liste positive des investissements

À la suite de l'adoption de la loi omnibus sur la création d'emplois, le gouvernement a finalement publié le règlement d'application 10/2021 sur les domaines des activités d'investissement. Le règlement stipule que tous les secteurs d'activité sont appelés à devenir ouverts à l'investissement, d'où le nom de "liste positive des investissements". Le principe général de cette liste est qu'un secteur d'activités est ouvert à 100% à l'investissement étranger à moins qu'il ne soit soumis à un type spécifique de limitation. Le règlement présente l'une des plus grandes libéralisations des limitations de la propriété étrangère en Indonésie depuis que la liste négative des investissements a été introduite pour la première fois dans les années 1980.

Révocation des dispositions permettant d'investir dans la fabrication des boissons alcoolisées

Le président indonésien Joko Widodo a annulé cette semaine un règlement présidentiel autorisant les investissements dans l'industrie des alcools, près d'un mois après l'avoir signé. Le règlement présidentiel, signé le 2 février 2021, faisait suite à la loi sur la création d'emplois adoptée par la Chambre des représentants en fin d'année dernière. Le règlement visait principalement l'industrie des boissons alcoolisées dans les provinces de Bali, Nusa Tenggara Est, Sulawesi du Nord et Papouasie, pour permettre aux investisseurs étrangers et nationaux ainsi qu'aux unités coopératives et aux petites et moyennes entreprises d'investir dans l'industrie des alcools. La signature de ce règlement faisait l'objet de nombreuses critiques de la part de personnalités de plusieurs communautés religieuses, en première ligne desquelles le Conseil des oulémas indonésiens (MUI) et la Renaissance des oulémas (NU) ainsi que de la communauté papoue, qui a notamment réagi par le biais de son gouverneur, mettant en avant des motifs sociaux et sanitaires.

Poursuite de la tendance à la baisse de l'inflation annuelle

L'Agence nationale de statistiques a annoncé une inflation annuelle de 1,38% en février, inférieure au 1,55% de janvier et à la fourchette cible de la banque centrale indonésienne comprise entre 2 et 3%. Ce chiffre est également inférieur à l'inflation annuelle pré-pandémie de 2,98% en février 2020.

Maintien de la superficie et de la quantité des récoltes de riz



La superficie récoltée en riz s'est élevée à 10,7 M d'hectares en Indonésie en 2020, soit une très faible diminution de 0,2% par rapport à 2019. La production de riz s'est élevée à 54,6 M de tonnes en 2020 soit une très légère augmentation de 0,1%.

Malaisie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 1,75%

La Banque considère que la reprise mondiale s'affirme, en dépit des incertitudes liées à la pandémie et à l'efficacité des vaccins. S'agissant de la Malaisie, les indicateurs montrent une amélioration de la demande extérieure et un maintien de la consommation intérieure. La réintroduction de mesures de confinement aura eu un impact moins sévère qu'au printemps 2020 – 8 fois moindre selon le ministre des Finances – et une nette amélioration est attendue au T2 2021 avec une croissance dynamisée par les industries électriques et électroniques et le secteur des hydrocarbures.

L'indice des directeurs d'achats du secteur manufacturier (IHS Markit PMI) baisse à 47,97 en février

L'indice était à 48,9 en janvier et 49,1 en décembre 2020. Même s'il recule moins que dans l'ASEAN, il est le reflet des inquiétudes liées aux nouvelles mesures de confinement introduites

en janvier. Les industriels se montrent toutefois optimistes à terme, les mesures ne devant avoir qu'un impact limité et une forte reprise étant anticipée à compter du deuxième trimestre.

La totalité des sociétés de location d'avions ont accepté le plan de restructuration présenté par Malaysia Airlines concernant 52 appareils

Ce plan ouvre la voie à des négociations avec l'ensemble des créanciers de la compagnie nationale. Selon le fonds souverain Khazanah, aujourd'hui actionnaire unique de Malaysia Airlines, certains loueurs auraient accepté de convertir leur dette en actions ; par contre, le fonds souverain estime qu'un appel à de nouveaux investisseurs ne pourra être envisagé avant 2023.

Singapour

Le commerce entre l'UE et Singapour en baisse en 2020

En raison de la crise du Covid-19, les échanges de biens entre l'Union européenne et Singapour ont atteint 49,4 Mds USD en 2020, après 56,4 Mds EUR en 2019. Les 27 ont exporté pour 28,9 Mds EUR de biens (-16,8 %) et ont importé pour 20,4 Mds EUR (-5,2%). Les principaux postes à l'export sont les machines et appareils mécaniques (18,8 % des exports), suivi de machines et équipements électroniques (15,7%). Les postes qui accusent la

plus forte baisse à l'export sont le l'aéronautique (-51,2%) et les combustibles minéraux et pétroliers (-35,8%). Les principaux postes d'importation sont les produits pharmaceutiques (20,7 % du total), les produits chimiques organiques (18,9 %), les instruments et appareils (12,8 %) ainsi que les machines et équipements électroniques (11,7%). Les postes qui accusent la plus forte baisse à l'import sont les machines et appareils mécaniques (-35,5 %).

Les détenteurs de « Dependant's Pass » (DP) auront besoin d'un permis de travail à partir de mai prochain pour travailler à Singapour

Cette nouvelle mesure s'inscrit dans la continuité de la volonté des autorités singapouriennes de resserrer les règles d'accès au marché du travail aux non résidents. Les détenteurs de DP auront désormais l'obligation d'obtenir un permis de travail pour continuer à travailler après le 1^{er} mai 2021 et ne pourront plus utiliser de Letter Of Consent (LOC). Le nombre de personnes travaillant à Singapour avec un DP est estimé à 11 000, principalement dans les écoles, les chambres de commerce, les communautés religieuses ou des organisations locales. Les personnes possédant un commerce ou une entreprise et opérant avec un DP et une LOC auront la possibilité de continuer dans cette configuration si ils emploient des travailleurs locaux ou des résidents permanents et à la condition qu'ils soient propriétaires, partner, ou directeur avec au moins 30% des parts de l'entreprise. Les dirigeants qui ne respectent pas

ces critères pourront obtenir une seule extension leur permettant de continuer à exercer leur activité jusqu'au 30 avril 2022.

Singapour aura besoin d'1,2 million de travailleurs supplémentaires dans le numérique d'ici 2025 pour rester compétitif

Selon un rapport d'Amazon Web Services (AWS), les besoins en main d'œuvre de Singapour dans le secteur numérique devraient augmenter de 55% d'ici 2025. La main d'œuvre qualifiée aux outils numériques représente actuellement près de 63% des actifs à Singapour.

ExxonMobil va supprimer 7% de ses emplois à Singapour

L'entreprise a annoncé que près de 300 emplois seraient supprimés à Singapour d'ici à la fin de l'année 2021, en raison des conditions économiques dues à la pandémie de Covid-19. Avec 4 000 employés permanents, ExxonMobil gère la plus grande raffinerie de la cité-Etat, d'une capacité de production de 592 000 barrils par jour. Ses pertes globales sur l'année 2020 sont estimées à plus de 22 Mds USD en raison de la chute des prix du pétrole.

Vietnam



Le Trésor vietnamien prévoit d'émettre jusqu'à 15,1 Mds USD d'obligations d'Etat via des adjudications à la Bourse d'Hanoi (HNX) en 2021

Dans le cadre de ce plan, le gouvernement émettrait des obligations d'une durée de cinq ans à hauteur de 883 M USD, d'une échéance de sept ans à 647 M USD, d'une échéance de dix ans à 5,2 Mds USD, d'une échéance de quinze ans à 5,8 Mds USD et des échéances d'obligations de 20 et 30 ans d'une valeur de 1,3 Md USD chacune. Au cours du processus de mise en œuvre, le Trésor du Vietnam pourra ajuster le volume d'émission des échéances obligataires en fonction de la situation du marché et des dépenses publiques.

405 M USD d'exportations de produits aquacoles en février

Selon l'Association vietnamienne des exportateurs et producteurs de fruits de mer (VASEP), ces exportations portent le montant des exportations de produits aquacoles à plus de 1 Md USD sur les deux premiers mois de l'année, en hausse de 2,2 % en g.a.. L'association prévoit que la valeur des exportations du secteur aquacole en mars atteindra environ 640 M USD, en hausse de +1,5% en g.a. grâce à la demande soutenue depuis les États-Unis, l'Union européenne et les membres du CPTPP.

Le groupe japonais Mitsubishi Corp se retire du financement du projet de

centrale à charbon de Vin Tan 3, dans la province de Binh Thuan

L'entreprise a motivé sa décision dans un communiqué faisant valoir ses engagements en faveur de la lutte contre le changement climatique. C'est la première fois que Mitsubishi se désengage officiellement d'un projet thermique. Le groupe reste cependant impliqué dans le financement du projet de centrale à charbon de Vung Ang 2.

Le géant de la sidérurgie Hoa Phat va fabriquer pour la première fois au Vietnam des conteneurs EVP

Le groupe prévoit de construire ses premières usines de fabrication de conteneurs équivalents vingt pied (EVP) dans la province de Binh Duong ou Dong Nai, près du port de Cat Lai (HCMC) et du port international de Cai Mep – Thi Vai (Vung Tau). La production devrait démarrer au deuxième trimestre 2022 et arriver à une cadence de 500 000 conteneurs EVP par an, afin de mitiger les effets de la pénurie provoquée par la crise du Covid-19.

Thaïlande

L'indice de production manufacturière en progression

L'indice de production manufacturière a progressé de 96,03 points en décembre à 101,82

points en janvier, malgré la deuxième vague de Covid-19. La production de billes de plastiques a notamment augmenté de 10,8% en variation annuelle, le télétravail ayant contribué à renforcer la demande pour les produits d'emballage. L'utilisation des capacités de production est passé à un taux de 66,4%, au plus haut depuis dix mois.

Présentation du plan de redressement de Thai Airways

La compagnie aérienne Thai Airways a présenté son plan de redressement le 2 mars. Il comprend une augmentation de capital (1,7 Md USD sur deux ans), un moratoire sur les remboursements d'emprunt et la réduction des effectifs de la compagnie de moitié. Les créiteurs de la compagnie doivent approuver ce plan le 12 mai. Thai Airways a annoncé des pertes record de 142 Mds THB (4,7 Mds USD) l'année dernière et espère redevenir profitable en 2024. Premier actionnaire de la compagnie (47%), l'Etat a émis un avis positif à première vue sur ce plan par la voie du ministère des Finances, dans l'attente d'informations plus détaillées.

Philippines

Les plateformes d'e-commerce signent un protocole d'accord en matière de lutte anti-contrefaçon

Afin de faire face à l'essor de la contrefaçon et du piratage en ligne aux Philippines, un protocole

d'accord a été signé le 1er mars 2021 par de grandes plateformes d'e-commerce (Lazada, Shopee) ainsi que plusieurs titulaires de marques et associations d'entreprises locales et internationales. Ce protocole établit un code de conduite parmi les plateformes ainsi qu'une procédure efficace d'avis et de retrait afin d'intensifier la lutte contre la contrefaçon.

Chute du trafic maritime de fret de 13,5% et de passagers de 70% en 2020

L'Autorité portuaire des Philippines (PPA) prévoit une croissance du trafic de fret de 7% cette année et signale également l'achèvement des projets portuaires à Mindoro, Romblon, Dumaguete, Bohol, Leyte, Cagayan de Oro, Samal Island et Surigao del Sur. En 2020, le volume de fret a diminué de 13,5% pour s'établir à 230 millions de tonnes métriques (MTM). Le volume projeté en 2021 s'établit à 249 MTM et à 256 MTM en 2023. Le volume de passagers a lui chuté de 70%, à 24,7 millions de passagers en 2020. La PPA s'attend à une augmentation du volume de passagers de 4,2% cette année, à 25,8 millions de personnes. Le volume de passagers devrait atteindre 26 M en 2022 et 26,8 M en 2023.

Prêt japonais de 1,5 Md USD pour le financement de projets ferroviaires

Dans le cadre du projet de chemin de fer Malolos-Clark et du projet Clark-Calamba (*The North-South Commuter Railway*), le ministère des Transports (DoTr) sollicite des fournisseurs japonais pour le contrat de fourniture de rames.



La procédure d'appel d'offres se compose d'une seule étape et le contrat concerne la conception, la fabrication, la fourniture, l'installation, les tests, la mise en service et le support technique pour des rames de 7 trains composés de 8 voitures. Le contrat sera financé par un prêt (jusqu'à 167 Mds JPY accordés, soit 1,5 Md USD) de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Le commissaire aux douanes, Rey Leonardo Guerrero, a présenté les priorités du Bureau des douanes (BOC) pour 2021

Elles se concentrent sur la mise en œuvre du programme de modernisation des douanes et l'amélioration des prestations de services. D'autres initiatives prioritaires concernent l'intensification des audits après dédouanement, l'intégration de 15 agences au guichet unique national (NSW), le renforcement de la surveillance portuaire et des interceptions maritimes. L'amélioration des installations douanières et de la gestion des entrepôts sont aussi prises en compte dans ce programme. Le BOC souligne par ailleurs la mise en pratique de son *Electronic Advance Ruling System* cette année, assurant d'une part la cohérence de l'évaluation de la valeur d'un bien, et d'autre part la prédictibilité du commerce international.

Cambodge

Le commerce entre le Cambodge et l'Union européenne a baissé de 6,7 Mds USD en 2019 à seulement 3,8 Mds USD en 2020

Cette baisse est principalement causée par la crise sanitaire et la suspension partielle du régime des préférences commerciales « TSA » et du Brexit. Selon les données du ministère du Commerce, le Cambodge a exporté pour 3,2 Mds USD de biens vers l'UE l'an dernier et a importé pour 659 M USD. Alors qu'en 2019, l'UE était le deuxième partenaire commercial du Cambodge après la Chine, elle est désormais en troisième position, derrière la Chine et les Etats-Unis.

Don japonais de 10,8 M USD pour le développement du système de trafic maritime de Sihanoukville

Le Japon accorde un don de 10,8 M USD au Cambodge pour mettre en œuvre un projet de développement du système de trafic maritime (*Vessel Traffic System-VTS*) dans le port autonome de Sihanoukville. Ce projet permettra d'améliorer la sécurité maritime autour du seul port en eau profonde du Cambodge. Cette subvention contribuera également à renforcer la connectivité dans la région du Mékong.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) lance un concours pour les partenariats agricoles afin d'accroître l'engagement du secteur privé au Cambodge

Ce programme, lancé le 24 février, a pour objectif de renforcer l'engagement du secteur privé dans le renforcement des chaînes de valeur agricole. Il consistera en 3,5 M USD de subventions mis à la disposition des entreprises qui proposeront des solutions innovantes permettant de relever les principaux défis du secteur agricole cambodgien, notamment sur le développement de la chaîne du froid, les capacités de stockage et la logistique. Ce concours vise également à aider le ministère cambodgien de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche à atteindre les priorités stratégiques de son plan de développement du secteur agricole 2019-2023.

Laos

La France s'engage avec les producteurs de thé

Pour valoriser la production de thé du Laos, la France s'engage auprès des petits producteurs de l'ouest du pays. Le projet « Mekong Tea », financé par l'AFD à hauteur de 1,5 M EUR, vise principalement à augmenter les revenus des petits producteurs de thé en améliorant l'accès des petits producteurs aux marchés, en développant la promotion des produits de qualité et en encourageant une meilleure gouvernance de la chaîne de production globale du thé. Pendant 3 ans, deux projets pilotes seront menés dans les provinces de Bokéo et de Xayaboury, afin de mettre en place une relation

durable et stable entre les producteurs de thé et les acheteurs internationaux.

Le Laos devrait rester dans la catégorie des PMA jusqu'en 2026

Le Comité des politiques de développement des Nations unies (« CDP » en anglais) a annoncé le 26 février 2021 qu'après avoir procédé à l'examen triennal de tous les pays les moins avancés (PMA), il recommande pour la RDP lao un reclassement en 2026 seulement avec une période préparatoire de 5 ans, qui permettra de valider la trajectoire positive et continue du pays. Lors de cette revue, le CDP a examiné notamment l'impact du COVID-19 sur les trajectoires de développement, ce qui l'a conduit à recommander une période préparatoire prolongée, pendant laquelle la RDP lao restera sur la liste des PMA et continuera de bénéficier des mesures préférentielles accordées à ces pays.

Le ministère de la Science et de la Technologie a été dissous

Selon un avis publié par le Politburo du Parti révolutionnaire du peuple lao, le ministère de la Science et de la Technologie a été dissous. Le pays ne compte donc plus que 16 ministères. Les départements relevant de ce ministère seront transférés, avec tous leurs fonctionnaires, dans d'autres départements des ministères existants.

Birmanie

La Banque centrale birmane limite les capacités de retraits bancaires

Afin de protéger les banques de pénuries de liquidités, la Banque centrale birmane (CBM) a annoncé la limitation des capacités de retrait. Depuis le 1er mars, les particuliers ne peuvent donc retirer que 500 000 MMK (appr. 300 EUR) par jour aux distributeurs automatiques de billets et 2 M MMK (appr. 1 200 EUR) par semaine de leur compte de dépôt. Les entreprises sont limitées à 12 000 EUR par semaine. Officiellement, ces mesures visent à encourager le recours aux transactions électroniques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Jules FOUQUET, Léonore MARTEVILLE

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr
jules.fouquet@dgtresor.gouv.fr